

DROITS ET OBLIGATIONS DES COTISANTS DE LA CASNOS EN MATIÈRE DE RETRAITE

Cumul de pensions CNR et Casnos

L'arrêté ministériel (travail et protection sociale) du 11 mai 1997 fixe les règles et les modalités de coordination des régimes de Sécurité sociale des salariés et des non-salariés. Il est paru au Journal officiel n°71 du 29 octobre 1997 et peut être consulté sur le site web de cette publication : <www.joradp.dz>, aussi bien en arabe qu'en français. Cet arrêté a été pris en application du décret n°85-35 du 9 février 1985 relatif à la Sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée. Il a fallu attendre 12 années pour qu'un texte d'application apparaisse ! Nous recommandons aux lecteurs de faire une lecture attentive de cet arrêté : ils y trouveront la réponse à la plupart de leurs questions.

Cet arrêté a pour objet de fixer les règles et modalités de coordination et d'information prévues par l'article 17 du décret n°85-35 du 9 février 1985 (article évoqué dans le «Soir retraite» du 11 février 2009). Lorsque le travailleur a exercé successivement, alternativement ou simultanément une activité salariée et une activité non salariée, le calcul et la détermination des droits s'effectuent selon les règles prévues aux articles ci-après. Ces mêmes règles s'appliquent aux ayants droit en cas de décès de l'assuré social alors qu'il n'était pas pensionné.

Lorsque le travailleur satisfait à la fois à la condition de durée d'activité requise par le régime des salariés et par le régime des non-salariés pour avoir droit à une pension de retraite sans qu'il soit nécessaire de recourir à la totalisation, chaque organisme (CNR et Casnos) compétent liquide une pension et en détermine le montant selon les dispositions qu'il applique et sur la base de la durée d'assurance qui le concerne. Lorsque le travailleur remplit les conditions de durée d'activité requises par un régime et ne satisfait pas aux conditions exigées par l'autre régime : l'organisme compétent chargé d'appliquer la législation au regard de laquelle le droit est ouvert procède à la liquidation de la pension conformément à cette législation. Quant à l'autre organisme, il procède

à la liquidation de la pension en ayant recours, pour l'ouverture du droit, à la totalisation des périodes d'activité exercées au titre des deux régimes ; et pour la détermination du montant de la pension, au nombre d'années validées au titre du régime qu'il applique.

Totalisation des périodes d'assurances

Lorsque le travailleur ne satisfait au titre d'aucun régime aux conditions d'activité requises, les deux organismes mettent en œuvre les deux règles suivantes :

1. Totalisation des périodes d'assurances. Pour l'ouverture du droit, les périodes d'activités accomplies sous chacun des deux régimes sont totalisées, à condition qu'elles ne se superposent pas.
2. Calcul du montant de la pension. Chaque organisme détermine le montant de la pension au prorata du nombre d'années d'activité validées au titre du régime qu'il applique. Dans le cas où le travailleur, malgré la totalisation des périodes d'activités effectuées au titre des deux régimes, ne réunit pas la durée minimum légale exigée à l'article 6 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, il peut être fait appel à la validation gratuite prévue à l'article 60 de cette même loi. Sont validées en priorité les années exercées au titre de l'activité salariée. Le nombre d'années validées gratuitement ajouté à celui des autres années validées

au titre des deux régimes ne peut en aucun cas être supérieur au nombre d'années minimum requises pour l'ouverture du droit à une pension. Chaque organisme prend en considération pour le calcul de la pension, le nombre d'années validées sous son régime.

La majoration pour conjoint à charge est liquidée séparément dans le cadre de chaque régime. Cette majoration est calculée par chacun d'eux au prorata du temps d'assurance pris en considération par chacun des régimes pour le calcul du montant de la pension.

Montant cumulé des pensions

Lorsque le montant cumulé des pensions, y compris les majorations pour conjoint à charge, s'avère inférieur au montant minimum légal de la pension de retraite, un complément différentiel est attribué, jusqu'à due concurrence. Le montant de ce complément différentiel est calculé également par chacune des caisses (CNR et Casnos) au prorata du nombre d'années validées au titre de chaque régime.

Lorsque les deux pensions ne sont pas liquidées au même moment, la caisse débitrice de la première pension portera éventuellement le montant de la pension au minimum prévu par l'article 16 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite. Lors de la liquidation de la deuxième pension, le complément différentiel éventuel est recalculé et pris en

charge par les organismes au prorata des années validées au titre de chaque régime. Le conjoint survivant de l'assuré peut demander une pension de réversion, si l'assuré décédé bénéficiait d'une pension servie au titre des règles de coordination ou si, à défaut, il remplissait, au moment de son décès, la condition de durée de travail requise pour en bénéficier. Les ayants droit peuvent faire appel aux dispositions de l'article 41 modifié de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite. Les avantages dus par chaque régime sont calculés selon la réglementation qui lui est applicable.

Les dispositions qui régissent les pensions principales servies au titre de la coordination sont applicables aux droits qui en sont dérivés. Lorsque le travailleur a exercé simultanément une activité salariée et une activité non salariée ayant donné lieu à versement effectif de cotisations au titre des deux régimes, les périodes d'activité sont validées, même en cas de superposition totale, au titre des deux régimes (article 11 du présent arrêté). Toutefois, les périodes assimilées telles que prévues par les artiles 11, 20, 21, 22 et 23 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 susvisée ne sont prises en compte que par l'un des régimes, et en priorité par celui des salariés.

Instrumentation des demandes et formulaire de liaison

Le travailleur s'adresse aux deux

organismes chargés, chacun d'eux en ce qui le concerne, de la liquidation de ses droits au fur et à mesure qu'il remplit les conditions exigées par chaque régime de retraite. L'information réciproque de chacun des organismes compétents est réalisée au moyen d'un formulaire de liaison entre eux.

L'organisme compétent saisi d'une demande de pension au titre des règles de coordination remplit le formulaire et inscrit les périodes d'assurances ou assimilées qu'il est susceptible de prendre en charge. Il adresse ce formulaire en double exemplaires aux organismes compétents pour les autres régimes. L'organisme destinataire du formulaire y mentionne les périodes d'assurances ou assimilées qu'il prend en charge et le renvoie à l'organisme qui l'a émis.

Dans le cas où les périodes d'activité ou assimilées salariées et non salariées aboutissent à une superposition totale, la liquidation des droits à la pension de retraite incombe à chacun des deux régimes pour les périodes validées conformément à l'article 11 ci-dessus.Pour prendre connaissance des articles de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, évoqués ci-dessus, nous recommandons aux lecteurs de consulter le Journal officiel n ° 28 du 5 juillet 1983, site web : <www.joradp.dz>.

LSR

Questions les plus courantes selon la Casnos

1/ A quel âge peut-on bénéficier de la pension de retraite Casnos ?

Pour bénéficier de la pension de retraite, l'affilié doit répondre à certaines conditions. L'âge donnant droit à une pension de retraite pour les cotisants de la Casnos est de 65 ans pour les personnes de sexe masculin et de 60 ans pour les personnes de sexe féminin. Une réduction d'âge d'une année par enfant élevé pendant au moins 9 années et ce, dans la limite 3 enfants, est accordée aux femmes. Une réduction d'âge de 5 ans est accordée au titre de la qualité de moudjahid, et une réduction supplémentaire d'une année par tranche d'invalidité de 10%. L'âge donnant droit à l'allocation de retraite est de 65 ans pour les cotisants de la Casnos. Le nombre d'années de

cotisations pour bénéficier d'une pension de retraite Casnos est de 15 années. Entre 5 et 14 années de cotisations, le cotisant Casnos bénéficiera d'une allocation de retraite.

2/ Si on ne répond pas à la condition du nombre d'années cotisées, peut-on bénéficier d'un autre type de pension ?

Oui, si un affilié ne totalise pas le nombre d'années nécessaires pour une pension de retraite, il peut bénéficier d'une allocation de retraite.

3/ Peut-on bénéficier d'une pension de retraite et garder une activité professionnelle ?

Oui, mais vous continuez à cotiser.

4/ Qu'est-ce que le capital décès ?

Au décès de l'affilié, une somme d'argent, dont le montant est égal au revenu annuel imposable, est versée aux ayants droit.

5/ A qui le capital décès est-il versé en priorité ?

Le capital décès est versé en priorité au conjoint à charge. A défaut de conjoint, il est versé aux enfants à charge. A défaut de conjoint et d'enfants, il est versé aux ascendants à charge. En cas de pluralité de conjoints, d'enfants ou d'ascendants, le capital décès est réparti équitablement.

6/ Qu'est-ce qu'une pension de réversion ?

La pension de réversion est une somme d'argent versée mensuellement au compte des ayants droit.

Courrier des lecteurs

Aux internautes du «Soir Retraite»

Nous informons les internautes qui nous ont envoyé des emails relatifs à la Casnos, que nous poursuivrons la publication de ces messages dans le «Soir Retraite» des 25 février et 4 mars 2009. D'ailleurs le «Soir Retraite» du 25 février sera aussi consacré à la Casnos. Les lecteurs ont dû certainement trouver dans les éditions de l'espace «Retraite» spéciales Casnos du 11 février et de ce jour les précisions et les réponses à nombre de leurs questions.

Paiement des augmentations des petites pensions et des allocations de retraite/A propos du retard de la Casnos

Merci d'avoir répondu à ma question. Reste maintenant à la Casnos de répondre à la vôtre : «Pourquoi ce retard ?» Merci encore une fois pour tout ce que vous faites pour préserver la dignité des personnes âgées.

M^{me} B. D.

RÉPONSE : Le direction régionale de la Casnos Oran a affirmé au *Quotidien d'Oran* (édition du 5 février 2009) «qu'il ne s'agit que d'un simple petit retard, le mandatement des pensions se fera à partir de la semaine pro-

chaine et tous nos retraités recevront les valorisations avec un effet rétroactif à partir du premier janvier 2009». Qu'en est-il sur le terrain ? Nous comptons sur les lecteurs du «Soir Retraite» pour nous informer des retards persistants dans l'application d'une mesure décidée le 31... août 2008 !

Les années CNR et Casnos ne s'additionnent pas automatiquement

J'ai travaillé 12 trimestres à l'OPGI avec cotisation bien sûr à la Cnas, et 18 trimestres comme commerçant, mais cette fois-ci cotisés à la Casnos. Ma question est la suivante : est-ce que j'ouvre droit à la retraite, en faisant le cumul des deux caisses ? 12 plus 18 feront 30 trimestres, à savoir 6 ans et demi. Je vous précise qu'en 2009, j'aurai 60 ans.

RÉPONSE : Pour prétendre à une allocation de retraite de la part de la CNR — régime des travailleurs salariés —, il faut avoir cotisé au moins 5 années , ce qui n'est pas votre cas. Même durée pour ce qui est d'une allocation Casnos. Pour prétendre à une éventuelle allocation Casnos — grâce aux trimestres de la CNR —, il faudra attendre l'âge de 65 ans. Globalement, vous avez très peu d'années de cotisations sociales à faire valoir. Par contre, à partir de 60 ans, vous pourrez bénéficier

d'une allocation de solidarité de 3 000 DA par mois : pour ce faire, il faut vous rapprocher du service de l'action sociale de l'APC de votre commune de résidence.

Peut-on acheter des années de cotisation Casnos ?

Je suis affilié à la Casnos, j'ai présentement 8 années de cotisation, et je suis âgé de 62 ans, toujours en activité. Ce qui revient à dire que j'aurais 11 années de cotisation à 65 ans, période à laquelle je pourrais prétendre à mon allocation de retraite. Ma question est la suivante : au moment venu, c'est à dire à 65 ans, est-ce que je pourrais cotiser d'avance pour les 4 années qui me manqueront pour avoir 15 ans de cotisation, afin de pouvoir prétendre à une retraite au lieu d'une allocation de retraite ? Veuillez me signaler d'autres alternatives s'il en existe, merci.

S. H., Tizi-Ouzou

RÉPONSE : Dans le régime des travailleurs salariés, il y a possibilité pour les personnes n'ayant pas cumulé un nombre suffisant d'années de cotisations sociales pour faire valoir leurs droits à une pension de retraite, de procéder à des rachats de cotisations, sous certaines conditions. Dans le système de retraite des non-salariés, cette possibilité n'est pas inscrite dans la législation.